

Rapport d'activité

2022 - 2023



UNiLet
Interprofession
des légumes
en conserve
& surgelés



**LES LÉGUMIERS
DE DEMAIN**

La démarche de progrès durable de la filière
des légumes en conserve et surgelés

SOMMAIRE

Édito	ρ 3
Temps forts	ρ 4
Chiffres clés	ρ 6
Fonctionnement	ρ 8
L'équipe	ρ 10

Unilet en action

Les Légumiers de demain	ρ 14
Devenir résilient face au changement climatique	ρ 16
Préserver les moyens de production et l'attractivité de la filière	ρ 18
Conduire la transition agroécologique	ρ 20
Produire des légumes répondant aux attentes des consommateurs.....	ρ 22
Soutenir la filière et renforcer le dialogue avec les pouvoirs publics	ρ 24
Expliquer et promouvoir la filière du champ à l'assiette.....	ρ 26
Améliorer la connaissance des marchés et des consommateurs.....	ρ 28
Les partenaires	ρ 30





Cyrille Auguste
Président d'UNILET



L'UNILET est aujourd'hui reconnue de ses parties prenantes pour proposer une vision positive, ambitieuse mais surtout une réponse cohérente face aux défis environnementaux, sociaux et économiques de la société d'aujourd'hui et de demain.

Les Légumiers de demain, le changement pour une filière résiliente et durable !

Notre filière des légumes en conserve et surgelés dispose d'atouts majeurs face aux enjeux sociétaux actuels, mais elle doit elle-même relever de grands défis : l'augmentation sans précédent des coûts de l'énergie et des matières premières, et leur impact significatif sur l'inflation, l'évolution des contraintes réglementaires, et les aléas climatiques qui affectent particulièrement les cultures légumières. Dans ce contexte incertain et volatil, nous n'avons pas d'autre alternative que celle de nous adapter au quotidien mais aussi de poursuivre la transformation de nos pratiques au service d'une filière chaque jour plus résiliente. Ce rapport d'activité témoigne de notre engagement collectif en faveur d'une filière dynamique, innovante, soucieuse de l'environnement et de la santé des consommateurs.

En tant que Président de l'interprofession, je suis fier de voir notre collectif rester fort et les professionnels déterminés à agir ensemble sur ces enjeux partagés.

Nous représentons aujourd'hui un tiers des surfaces de légumes de France et une portion de légumes sur quatre est issue d'une conserve

ou d'un sachet surgelé. Dans un contexte où se croisent les préoccupations de compétitivité, d'écologie et de sécurité sanitaire, notre filière est résolument engagée dans l'évolution durable de ses pratiques. Il est ainsi primordial d'identifier des solutions qui couvrent l'ensemble des dimensions du développement durable, respectueuses de la santé de l'homme, de l'environnement et économiquement viables, pour concrétiser cet engagement. La démarche *Les Légumiers de demain* incarne cette volonté partagée de progrès. Elle met en avant nos priorités et partage en transparence les avancées réalisées. En renforçant les échanges avec nos parties prenantes, comme lors de la construction du plan de souveraineté ou de nos conférences de presse, nous souhaitons défendre la pérennité de nos activités et la souveraineté alimentaire de notre pays.

Je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble des membres du Conseil d'administration, des groupes de travail et bien sûr les équipes salariées de l'UNILET, pour leur engagement et leur contribution aux travaux de notre filière. Ensemble, faisons preuve d'optimisme et bâtissons un avenir prometteur pour notre filière !

TEMPS FORTS



Avril



Mai



Juin



Juillet



Août



Septembre

2022



GOUVERNANCE

Nouveau bureau

Cyrille AUGUSTE élu à la présidence de l'Unilet

REPRÉSENTATION

Consultation

des secteurs F&L sur la problématique de « souveraineté »



CONCERTATION

Lancement

démarche RSE de filière

COMMUNICATION

Visites d'essais

désherbage et gestion des pucerons



REPRÉSENTATION

Rencontre

déplacement d'une délégation de la DGAL en Hauts-de-France

REPRÉSENTATION

Colloque

IRLD8 (8th International Legume Root Diseases workshop) : sur le projet Rapifusol



COMMUNICATION

Manifeste

pour appeler au soutien des élus et pouvoirs publics

COMMUNICATION

Guide d'hygiène

les bonnes pratiques de sécurité sanitaire



REPRÉSENTATION

Contribution

au plan de souveraineté Fruits et Légumes : diagnostic, ambition et plan d'action



COMMUNICATION

Voyage de presse

découverte de la filière à travers 3 visites sur le terrain

COMMUNICATION

EGAlim

mise à jour du guide des bonnes pratiques contractuelles



Octobre



CONCERTATION

Financement 2024-2026

bureau financier et orientations stratégiques



Novembre



CONCERTATION

Groupes experts

3 sessions pour travailler les feuilles de route RSE



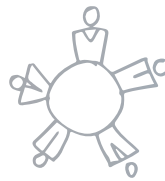
Décembre



CONCERTATION

Accord

Signature du nouvel accord interprofessionnel 2024-2026



Janvier



ORGANISATION

Séminaire

des salariés Unilet autour de la communication et la cohésion d'équipe

CONCERTATION

Groupes experts

3 sessions pour travailler les feuilles de route RSE



Février



COMMUNICATION

Conférence de presse

« une filière engagée mais menacée : les légumiers de demain se mobilisent ! »

REPRÉSENTATION

Evènement

3^e rencontres Grandes cultures Bio en Hauts-de-France



Mars



REPRÉSENTATION

Lancement

du plan de souveraineté Fruits et Légumes par le Ministre Marc Fesneau au SIA

REPRÉSENTATION

Plan de souveraineté F&L

participation aux 4 groupes de travail pour élaborer le plan ministériel

COMMUNICATION

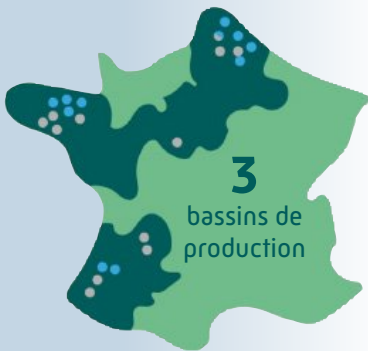
Comités techniques régionaux

CHIFFRES CLÉS

FILIÈRE DES LÉGUMES EN CONSERVE ET SURGELÉS

1/3

des surfaces de légumes cultivées en France



10 000

emplois directs et indirects en zone rurale



4 500 producteurs
Regroupés à 90 % au sein des **16 organisations de producteurs**



5 500 collaborateurs
Répartis sur **24 sites industriels**

1/4

1 portion de légume sur 4 consommée en France



88%
des achats consommés à domicile



44%
des achats consommés hors domicile

Une culture de diversification



Au moins 3 ateliers de production différents pour près de 90% des exploitations



Des légumes de **plein champ** pour une alimentation équilibrée, **locale** et **accessible** à tous



100 %

des volumes agricoles contractualisés avec les industriels



1,3 milliards

de chiffre d'affaires agricole et industriel



93 %

des légumes pour la transformation sont d'origine française

Des légumes de saison transformés juste après la récolte



Une récolte à parfaite maturité tout en tenant compte des capacités des usines



Une dimension économique européenne : la France un acteur majeur



Producteur de haricots et de pois



Fabricant de légumes en conserve



Fabricant de légumes surgelés

3/4

des imports et exports de la France au sein de l'UE

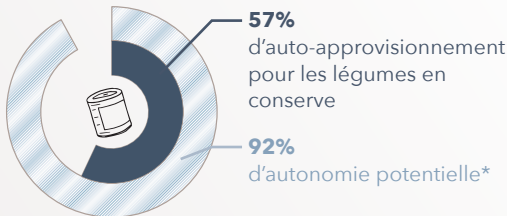
Sources : Eurostat 2018 / Prodcom Eurostat 2019 / TradeDataMonitor 2022

LA COMPÉTITIVITÉ DE LA FILIÈRE S'ÉRODE PROGRESSIVEMENT

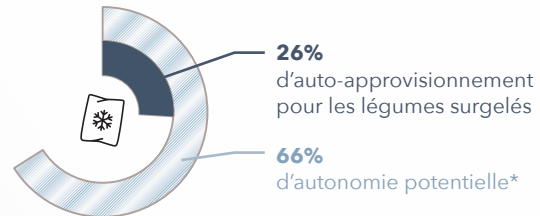
Une autonomie nationale contrastée

Taux d'auto-approvisionnement Moyenne 2017-2021

* Si 100% de la production-transformation est tournée vers la demande domestique



Le secteur des **légumes en conserve** affiche une autonomie alimentaire moyenne avec 57% d'approvisionnement français, cependant il est en **capacité de répondre à 92% de la consommation nationale en cas de crise.**



Celui des **légumes surgelés** montre plus de fragilité avec seulement une capacité de répondre à 2/3 de la demande domestique, reflétant ainsi un **déficit de compétitivité.**

Sources : Unilet / TradeDataMonitor / Kantar / GiraFoodservice 2017-2021

Le déficit de la balance commerciale se creuse

2002 / - 58 millions d'€

2021 / - 260 millions d'€

déficit du solde commercial de la France pour les légumes en conserve et surgelés

x4,5

en 20 ans



62%

de taux de couverture

Source : TradeDataMonitor, France Douanes 2002-2021 (hors maïs doux)

Le marché se développe davantage chez nos voisins européens

Haricots surgelés

1^{er} exportateur mondial
+14 % volumes exportés vs 2010

2^e exportateur mondial
-14 % volumes exportés vs 2010

4^e exportateur mondial
+269 % volumes exportés vs 2010



Évolution des exportations mondiales

Pois en conserve

2^e exportateur mondial
-44 % volumes exportés vs 2010

3^e exportateur mondial
+20 % volumes exportés vs 2010



Source : TradeDataMonitor 2010-2021

FONCTIONNEMENT

Organisation

UNILET est l'interprofession française des légumes transformés, membre de l'ANIFELT en tant que section spécialisée.

Elle regroupe les organisations professionnelles nationales de la production et de la première transformation du secteur français des légumes en conserve et surgelés.

Ses membres sont répartis en 2 collèges.

16 ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS



COLLÈGE PRODUCTION

10 ENTREPRISES DE TRANSFORMATION



COLLÈGE TRANSFORMATION



INTERPROFESSION

Gouvernance

L'interprofession est gérée par un Conseil d'administration composé des représentants désignés par chaque collège. Basée sur la parité entre les collèges, l'ensemble des décisions sont prises à l'unanimité.

Conseil d'administration élu le 17 juin 2022



Jean-Claude ORHAN
Vice-Président



Cyrille AUGUSTE
Président



Christophe BASILE
Vice-Président

COLLÈGE PRODUCTION

TRÉSORIER Éric LEGRAS

SECRÉTAIRE Emmanuel CORPEL

SECRÉTAIRE Jérôme JAUMONT

Thibault CHARPENTIER

Gilles DELANNOY

Franck GUYON

Jérôme LECLERC

Jean-Michel MENUET

Matthieu PLOUVIER

COLLÈGE TRANSFORMATION

Nicolas FACON TRÉSORIER

Herwig DEJONGHE SECRÉTAIRE

Nicolas FROMENTIN

Mathias LEVOIR

Patrick LE SOLLIEC

Jean-Michaël LORCY

Jérôme PARAISSO

Frédéric HUYARD

Instances

Assemblée Générale

- Approuve les comptes
- Désigne les membres du CA
- Détermine les orientations générales
- 30 membres
- Réunie le 17 juin 2022

Conseil d'administration

- Détermine les axes stratégiques
- Débat des accords interprofessionnels
- Élabore le budget
- 20 membres - mandat 3 ans
- Réuni 5 fois en 2022

Bureau

- Initie les réflexions stratégiques
- Pilote les actions de communication
- 8 membres - mandat 1 an
- Réuni 5 fois en 2022

Commissions

TECHNIQUES

- Orientent les actions de recherche et expérimentations
- Copils : 18 membres

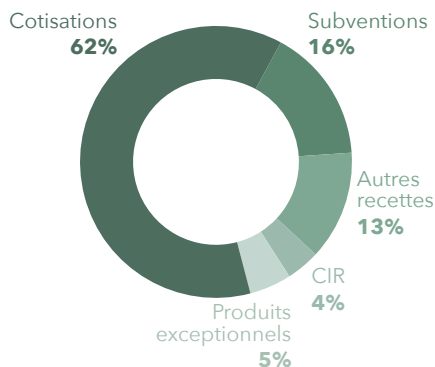
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE

- Co-construisent la démarche
- ComEx : 9 membres

Comptes 2022

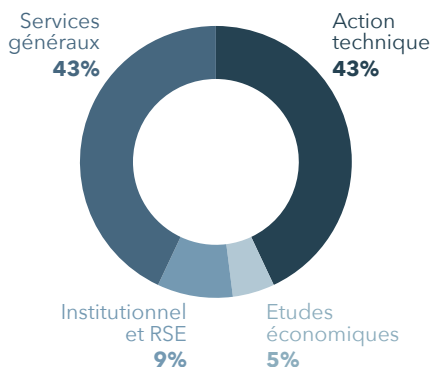
LES RECETTES

Le montant des recettes de l'Unilet en 2022 a été de 3,1 M€, répartis entre :



LES DÉPENSES

Le montant des dépenses de l'Unilet en 2022 a été de 3,2 M€, répartis entre :



12



Partenaires financiers

60%

des dépenses consacrées à l'activité de recherche - expérimentation

Signature de l'accord interprofessionnel 2024-2026

Les acteurs de la filière renforcent leur interprofession pour l'accord de financement 2024-2026.

Le cadre budgétaire, maîtrisé, permettra de poursuivre l'activité technique, les analyses et références économiques et les actions institutionnelles. La recherche et l'expérimentation sont au cœur des missions d'Unilet, et représentent près de 60% des moyens interprofessionnels. Cette activité est cruciale pour garantir l'attractivité, la pérennité de la production, la compétitivité et la durabilité de la filière. Dans ce contexte, les professionnels ont réaffirmé la nécessité de renforcer les moyens et de les mutualiser alors que la filière est confrontée à de nombreux défis et menaces.

Cécile Le Doaré
Directrice Générale



Je suis fière de faire partie d'une interprofession où la confiance, l'ambition et la solidarité sont les valeurs clés qui animent nos actions

Missions

Un accompagnement au plus près pour relever les principaux enjeux

RECHERCHER

Des solutions efficaces pour des systèmes de production durables.

ÉCLAIRER

Les acteurs de la filière notamment par la connaissance des marchés et les évolutions de la consommation.

SOUTENIR

Les professionnels dans l'évolution de leurs offres et la transition des pratiques.

FACILITER

Le dialogue entre professionnels, avec les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile.

VALORISER

La place des légumes pour une alimentation équilibrée, ainsi que les progrès réalisés par les acteurs de la filière.

L'ÉQUIPE

Salariés permanents

Au 31 mars 2023



✓ recrutement en CDI

→ évolution de poste

Italique : domaine de référence



Une équipe dynamique qui se renouvelle



L'équipe en chiffres



Répartie sur
4 sites



42
collaborateurs
= 29 ETP



1/3
de collaborateurs
temporaires



18
recrutements
dont 6 en CDI



3 questions à ...

Sandrine Pereira
Responsable
administrative et financière

Arrivée en mai 2022, Sandrine Pereira est recrutée en tant que Responsable administrative et financière, une évolution à l'Unilet avec un poste qui va bien au-delà de la comptabilité.

Quels ont été les principaux travaux depuis votre arrivée à Unilet ?

Dans un premier temps le déploiement d'une comptabilité analytique plus détaillée pour faciliter la compréhension et la transparence financière puis la mise en place progressive d'outils de gestion pour accompagner le pilotage financier de la structure. La seconde période qui va se poursuivre en 2023 porte sur l'harmonisation des processus de gestion pour fiabiliser l'information financière, faciliter le quotidien de tous les acteurs de l'Unilet et consolider le processus budgétaire.



*Un bon plan financier est une feuille de route qui nous montre exactement comment les choix que nous faisons aujourd'hui affecteront notre avenir.
(Alexa Von Tobel)*

Quel est le principal enjeu financier pour l'interprofession ?

Trouver des ressources complémentaires pour accroître la Recherche et le Développement et répondre aux besoins croissants de la filière dans le domaine. Renforcer la bonne gestion de la structure afin d'optimiser nos dépenses et maintenir nos ressources.

Quels sont les projets pour 2023 ?

Pérenniser les travaux commencés en 2022 et finaliser la mutation de la gestion de l'Unilet pour répondre aux nouvelles attentes réglementaires, techniques et financières.

Unilet en action



L'ANNÉE EN CHIFFRES



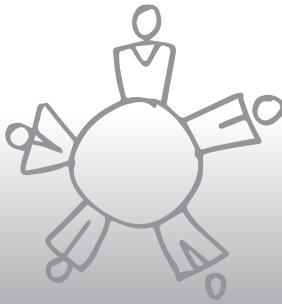
1,9 M€

consacrés à la R&D



163

expérimentations
en plein champ



43

réunions sur le plan
de souveraineté F&L



200

retombées presse

LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

Responsabilité sociétale

La démarche qui engage la filière sur l'avenir

En 2022, la filière annonçait le lancement de sa démarche de responsabilité sociétale nommée « Les légumes de demain ». Ce projet ambitieux, a été co-construit par les professionnels représentants du secteur : agriculteurs et industriels.

Il vise à établir une feuille de route claire, crédible et durable pour la filière.

Les professionnels ont choisi de structurer la démarche autour de 3 axes de performance : environnement, économique et social, qualité et nutrition.

L'objectif est de mettre en lumière le travail des Légumiers, producteurs et transformateurs, et l'exemplarité de leur relation, dans la durée, en partenaires responsables au profit de l'amélioration continue des pratiques. Les professionnels ont identifié les sujets prioritaires et se sont accordés sur 10 objectifs partagés à 5 ans. En toute logique, il existe déjà des dynamiques enclenchées au sein de la filière qui méritent

d'être davantage valorisées, et d'autres qui doivent encore être améliorées. Cette démarche est un outil pour le faire.

La société bouge, et avec elle, la filière des légumes en conserve et surgelés progresse en conciliant l'évolution de ses pratiques et les attentes sociétales. Les légumes en conserve et surgelés répondent à de nombreux enjeux sociétaux et proposent des solutions concrètes pour une alimentation équilibrée, de saison, locale, décarbonée et accessible à tous. Pour autant, la filière est à un tournant stratégique. Il est indispensable de mieux partager les enjeux prioritaires et les progrès, en transparence, pour s'assurer du soutien des parties prenantes clés pour parvenir à relever l'ensemble des défis à venir.

« Légumiers », un nom partagé pour les producteurs et les transformateurs

Une fois le cœur de la démarche constitué, les professionnels se sont attachés à trouver un nom, porteur de sens. Le terme « Légumier » s'est rapidement imposé, incarnant à la fois les professionnels qui travaillent le légume, dans les champs et ceux qui les mettent en fabrication dans les usines. L'idée de faire de ce nom, un nom commun pour l'ensemble des métiers de la filière illustre bien l'une des typicités de notre filière : la culture du partenariat historique entre producteurs et transformateurs. Sans producteurs, pas de légumes, et sans industriels non plus !

Cette démarche est aussi l'occasion de réaffirmer notre fierté et notre engagement de produire des légumes au travers d'une nouvelle identité.



2022 : lancement et appropriation

- un socle d'engagements communs
- une nouvelle identité pour la démarche
- des outils de communication :
 - 1 kit de présentation,
 - 1 film de lancement,
 - 10 témoignages vidéo « la parole aux Légumiers »

2023 : déploiement et ouverture

- Construction des plans d'actions
- Présentation de la démarche à la presse

36 
Experts mobilisés représentatifs de la filière pour co-construire la démarche



Revoir la journée de lancement et les témoignages des professionnels



Jun 2022 - Lancement officiel de la démarche lors de la journée annuelle de la filière

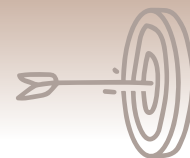


LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

La démarche de progrès durable de la filière des légumes en conserve et surgelés

10

Engagements collectifs adoptés avec des ambitions chiffrées à 5 ans



3 questions à ...

Jean-François BRIERE
Légumier
Industriel - Eureden

On s'inscrit vraiment dans le temps long, dans l'évolution de la planète à plus long terme, ce n'est pas une énième démarche, c'est une démarche de fond, un socle de base

Quels sont les principaux défis de la filière ?

Il y a des gros enjeux pour demain en termes de démarche environnementale et de responsabilité sociétale. Il s'agit de produire avec le moins d'impacts possible sur la nature et de produire des produits sains. C'est le moment des en préoccuper très sérieusement. Donc j'abonde à ce que la filière prenne le sujet à bras le corps.

Qu'est-ce qui vous donne envie dans cette démarche ?

Je me sens tout à fait partie prenante de cette organisation qui se met en place. On s'inscrit vraiment dans le temps long, dans l'évolution de la planète à plus long terme, ce n'est pas une énième démarche, c'est une démarche de fond, un socle de base.

Comment pensez-vous mettre votre pierre à l'édifice ?

On va aussi, je pense, plus impliquer les gens qui sont au quotidien au contact des légumes. Le sujet ça va être notamment de sensibiliser dans les usines pour qu'ils se sentent des Légumiers impliqués dans cette démarche.

DEVENIR RÉSILIENT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GÉRER DE FAÇON RESPONSABLE LA RESSOURCE EN EAU

Unilet ...

intensifie ses actions de recherche depuis 2022 pour mieux évaluer les conséquences, les leviers d'adaptation et de résilience. Le changement climatique et son impact sur les cultures légumières est au cœur des préoccupations de la filière.

Anticiper

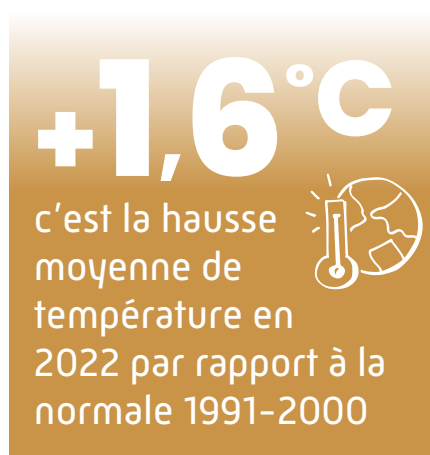
Évaluer la vulnérabilité des cultures légumières face au changement climatique

Un ensemble de travaux d'expérimentation sont conduits ces dernières années pour répondre aux effets du changement climatique sur les cultures légumières (lutte contre de nouveaux ravageurs, irrigation, essais variétaux, ...). Depuis 2022, les professionnels d'UNILET ont souhaité mettre en œuvre une action de recherche coordonnée, afin de mieux anticiper les futurs impacts pour la filière (modélisation) et de mettre en cohérence les travaux de recherche sur les leviers d'adaptation et leur validité dans les systèmes légumiers de plein champ destinés à l'industrie.

Afin de hiérarchiser les enjeux, la première phase s'est efforcée de caractériser l'exposition de l'amont agricole au changement climatique. Cette réflexion a été menée en co-construction avec un groupe de professionnels, afin d'identifier les différents risques liés au changement climatique et les stades auxquels les cultures y sont sensibles.

L'évaluation du risque a été pesée, selon chaque contexte régional, à l'aune des scénarios climatiques proposés par le GIEC. Ces simulations sont classiquement effectuées selon deux scénarios, l'un "raisonnable" et l'autre plus pessimiste, et permettent d'objectiver les priorités de travail pour les stations d'UNILET. Les impacts sur la culture ont été approchés en caractérisant les indicateurs climatiques de risque pertinents pour la physiologie du légume. Ces indicateurs devant être mesurables et disponibles dans les modélisations climatiques (par exemple, le déficit hydrique en juin-juillet). Pour chaque espèce, il est ainsi possible de dresser un profil de la vulnérabilité au changement climatique. Les travaux d'expérimentation s'appuieront sur ce diagnostic, pour engager ou renforcer les recherches sur des systèmes de cultures et des leviers en mesure de remédier à ces évolutions.

Sans surprise, le manque d'eau est la menace commune qui vient immédiatement impacter les cultures, mais, à un problème identique, les réponses culturelles peuvent différer. Le climat de 2022 a mis en évidence la dépendance de la filière à l'irrigation, aussi un grand nombre d'ac-



tions viseront à optimiser l'utilisation de cette ressource indispensable mais peu disponible. Elles seront complétées par des travaux plus prospectifs pour formaliser les seuils de tolérance aux stress des cultures et pour faire évoluer les pratiques : dates de semis, utilisation des couverts, ...



+4,4°C

c'est l'augmentation moyenne de température dans les bassins de production de légumes destinés à l'industrie à horizon 2100, (en fin de siècle par rapport à la période 1976-2005), d'après la simulation du scénario du GIEC intermédiaire RCP 8.5



3 questions à ...

Hélène BAUDET
Cheffe de projet
Changement climatique & gestion de l'eau

Travailler cet enjeu en collectif de filière nous permet d'avancer plus vite et d'identifier les axes de recherche prioritaires pour nos cultures

Comment le changement climatique impacte les cultures légumières de plein champ ?

Ces dernières années, les aléas climatiques ont pris de l'amplitude et ont fragilisé directement le déroulement des campagnes. De par leur cycle court et estival, les cultures légumières sont particulièrement vulnérables à ces événements. Elles n'ont pas la capacité de compenser les pertes de rendement. Outre l'aspect quantitatif, les légumes doivent répondre à un niveau d'exigence de qualité élevé qu'il est parfois difficile de satisfaire du fait des conditions climatiques. De plus, les aléas climatiques ont un impact sur le dégroupage de maturité qui bouleverse l'approvisionnement des chaînes de production.

Quel intérêt voyez-vous à travailler cet enjeu en collectif de filière ?

Le travail mené sur la caractérisation de la vulnérabilité des cultures légumières au changement climatique a montré l'importance du partage de connaissance et d'expertise.

Certaines cultures et notamment les « petits » légumes sont mal documentés, les retours terrains permettent de combler les lacunes de connaissance. Travailler en collectif nous permet d'avancer plus vite et d'identifier les axes de recherche prioritaires.

Quels sont les travaux à venir ?

Les travaux à venir s'orientent selon deux axes :

- **La gestion de l'eau.** Une étude sur la quantification des besoins en eau de la filière et de leur évolution avec le changement climatique est engagée. En parallèle, des travaux sur le thème de l'irrigation sont prévus : amélioration de la capacité de rétention en eau du sol, amélioration de la résistance des cultures au stress hydrique (tolérance variétale, biostimulants), optimisation des pratiques d'irrigation (OAD, choix du matériel...).
- **L'adaptation des cultures** légumières aux aléas climatiques : évaluation de la tolérance variétale au stress thermique, étude de différents leviers d'esquive des périodes à risque.

LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

La démarche de progrès durable de la filière des légumes en conserve et surgelés

ENJEU
Faire face à l'évolution du climat

NOTRE ENGAGEMENT
S'adapter et devenir résilient face au changement climatique

NOTRE OBJECTIF 2027
60 % des OP ayant recours à une grande diversité de variétés pour mieux répartir le risque climatique

S'adapter

Le levier de la recherche variétale

La recherche variétale stimule l'innovation de la filière, elle lui permet de disposer d'un large choix de précocités, de sensibilités au climat et aux maladies. Les semenciers ont déjà engagé des programmes de sélection qui devront répondre aux enjeux de l'agroécologie et du changement climatique. Le travail mené par UNILET pour la caractérisation agronomique de l'adaptation au changement climatique, l'intérêt à multiplier les sites d'études en France et à l'étranger et à partager des méthodes d'évaluation, ont motivé l'intensification des échanges en 2022. D'ores et déjà associés dans plusieurs travaux sur les fontes de semis (épinards), les pucerons (pois), un nouveau programme sur le suivi des virus du pois a de nouveau convaincu plusieurs firmes.

À date

Résultats 2022 :

Pois = 60 % Haricots = 53 % Epinards = 40 %

Objectif atteint pour le pois avec 136 variétés cultivées, différenciées par leur calibre, précocité, résistance aux maladies et virus. Objectif presque atteint pour les haricots. Les épinards sont plus éloignés de l'objectif, fixé pour 2027, en raison de surfaces plus réduites.

PRÉSERVER LES MOYENS DE PRODUCTION ET L'ATTRACTIVITÉ DES CULTURES LÉGUMIÈRES

Unilet ...

agit pour redonner des perspectives de production plus sécurisantes aux producteurs. Aujourd'hui, l'attractivité des productions légumières est fragilisée par la réduction des moyens de protection des plantes et les coûts des intrants.

Règlementation phytosanitaire

La protection des cultures légumières de plus en plus fragile

99% des 77 usages agronomiques essentiels à la production de légumes d'industrie sont menacés par le retrait potentiel d'une substance active. Cette situation, liée au processus d'évaluation des substances actives par la Commission Européenne est particulièrement préoccupante, car elle fragilise la filière, et aggravée par plusieurs facteurs :

- **un niveau de menace imprécis** : la ré-évaluation des produits fait parfois apparaître des dangers majeurs qui n'avaient pas été identifiés préalablement, les critères d'évaluation s'étoffant progressivement. Les acteurs font alors face aux

propositions de retraits sans anticipation possible, avec des délais de 18 mois, comme seul temps d'adaptation.

- **un calendrier de travail inadapté** : officiellement, 70% des substances actives actuelles doivent être révisées d'ici 2 ans. Il est matériellement impossible que les agences européennes parviennent à conduire autant d'évaluations dans ces délais. Connaître le calendrier réel est une information qui devient plus que jamais déterminante pour prioriser correctement les travaux de recherche.

Parallèlement, on constate que les délais d'évaluation d'AMM par l'ANSES sont d'au moins 30 mois et que la mise au point de méthodes alternatives, ou combinatoires, prend le plus souvent de 5 à 10 ans (pour les plus « simples »).

Les interdictions tombent donc plus vite que le temps nécessaire pour développer des solutions alternatives et la filière se retrouve contrainte à soutenir les demandes de dérogations. Si elles n'offrent pas de perspectives stables et lisibles aux acteurs, elles permettent tout au moins

de maintenir les productions face à l'im-passe. En 2023, 10 cultures légumières sur 14 « survivent » ainsi grâce à au moins une dérogation accordée par le Ministère de l'agriculture. Depuis 2022, l'UNILET a fortement renforcé son travail d'échange et de dialogue avec les pouvoirs publics pour espérer sortir de cette situation d'impasse généralisée. L'interprofession dénonce avec fermeté les distorsions de concurrence au sein de l'Union Européenne, dont elle assure désormais un suivi documenté, ainsi que le devancement réglementaire encore trop souvent pratiqué en France. Il est demandé de renforcer les moyens pour les actions de recherche d'alternatives, avec des axes de recherche adaptés aux enjeux prioritaires des filières, et également au profit des services de l'État en charge de ces sujets à la DGAL et à l'ANSES. Sur le plan réglementaire, l'UNILET milite pour une adaptation des exigences réglementaires aux surfaces cultivées et une priorisation des demandes d'AMM pour les usages mal pourvus ou concernés par des dérogations.



10/14

Nombre de légumes dont la production dépend d'au moins une dérogation et 7 légumes en production AB





Homologation



Betterave potagère : une gestion plus adaptée des AMM

Tenant compte de ses faibles surfaces, le Ministère de l'Agriculture a fait évoluer le statut de ses usages phytosanitaires, désormais reconnus comme mineurs et rattachés à la betterave industrielle. Cette évolution permet aux firmes de demander des extensions d'AMM. Résultats : 2 AMM obtenues en 2022 et 7 autres déposées. Cette évolution répond aux positions portées par UNILET : permettre une réglementation plus juste et opérationnelle, sans amoindrir le niveau d'exigence vis-à-vis de la santé de l'homme et de l'environnement.

33

C'est le nombre de produits en cours d'évaluation dont 9 en biocontrôle en 2023

3 questions à ...



Jean-Claude ORHAN
Vice-Président UNILET

Les producteurs de légumes disposent-ils de moyens de protection adaptés pour les cultures légumières ?

Chaque légume fait face à son lot de bioagresseurs : adventices, ravageurs ou maladies. Cela représente 77 usages d'importance agronomique majeure, qui sont loin d'être pourvus de façon pérenne.

Que fait l'Unilet pour obtenir des moyens de protection des cultures ?

L'UNILET doit nous aider à trouver des solutions durables, respectueuses de l'environnement et de la santé, issues de la chimie et des nouvelles techniques agroécologiques. C'est un défi au cœur de notre stratégie technique et nous y consacrons plus de 60 % de nos moyens.

La mobilisation de chacun est indispensable pour donner une chance à nos productions de passer ce cap difficile

Est-ce que ces actions seront à la hauteur des enjeux et permettront d'obtenir les solutions nécessaires ?

Malheureusement non. Face aux enjeux qui se démultiplient, notre filière ne pourra répondre seule. Sa dimension économique et la multiplicité des espèces ne le lui permettent pas. C'est pourquoi nos échanges avec les institutions s'intensifient : DGAL, DGER, ANSES, ... Tous les leviers – techniques, réglementaires, politiques, financiers – doivent être mobilisés.



LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

La démarche de progrès durable de la filière des légumes en conserve et surgelés

ENJEU

Perte d'attractivité de nos productions

NOTRE ENGAGEMENT

Pérenniser la production légumière française destinée à l'industrie

NOTRE OBJECTIF 2027

Maintenir l'attractivité de nos productions pour les agriculteurs

À date

Une situation qui ne s'améliore pas en 2022 :

- 3 % de surfaces semées par rapport au prévisionnel

- 7 % de producteurs en OP

CONDUIRE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

Unilet ...

accompagne les professionnels pour répondre au développement de certains débouchés : AB, Certification Environnementale, ZRP... Il s'agit d'expérimenter de nouvelles solutions et d'évaluer la faisabilité, pour les producteurs, de les adopter.

Numérique



différents algorithmes pour rendre compte de l'enherbement : détection du datura et d'autres adventives, évaluation du taux de recouvrement toutes adventives confondues, des vols à un stade précoce du haricot avec l'objectif de raisonner les itinéraires de désherbage à la pression effective.

D'ores et déjà de nouveaux projets se montent avec des entreprises et des organismes partenaires, et ont alimenté les Appels à projets publics.

Porté par le CTIFL, le projet " DICUS " a été déposé début 2023 : Désherbage Innovant des Cultures Semées. Ce projet vise à évaluer différents outils de désherbage électrique et laser en cultures de carotte, oignon et haricot. L'évaluation sera multicritère : technique, économique, sociale, transférabilité aux exploitations agricoles.

Parallèlement, une évaluation de l'outil de désherbage ultra-localisé (ARA, ECOROBOTIX) est planifiée pour la saison 2023 en cultures d'épinard, oignon et haricot, en Bretagne et Hauts-de-France.

Apports du numérique et techniques innovantes

Le numérique et ses applications en faveur de l'agroécologie sont en plein développement. UNILET se positionne comme un interlocuteur privilégié pour présenter les pratiques et les problématiques de la filière afin d'identifier les outils à développer ou à adapter à nos cultures (Groupe de Travail Exploratoire Numérique et Robotique ; ROBOAGRI, ...). L'objectif est principalement de disposer d'outils permettant la réduction ou la substitution à l'utilisation des produits phytosanitaires, tout en maintenant la qualité des produits et la compétitivité des agriculteurs.

La modélisation bioclimatique est un exemple d'application où la puissance de calcul des paramètres combinée à la praticité des applications permet d'élaborer des Outils d'Aide à la Décision performants. Par exemple, les premières évaluations, réalisées dans le cadre du projet ORION, de modèles permettant de raisonner les applications fongicides en culture d'oignon, sont très encourageantes (allant jusqu'à permettre une économie de 70% lorsque les conditions sont favorables, avec un niveau de modélisation du risque efficient). La gestion des adventives et la robotisation

soulèvent autant d'initiatives que d'espoirs : UNILET a multiplié les rencontres avec les constructeurs pour prendre connaissance des différents produits en développement (ARA, FARM DROÏD, ..).

Des vols de drones ont été programmés en 2022 avec la société TELESPAZIO sur des essais désherbage dans le Sud-Ouest afin d'évaluer la robustesse de



Biostimulants

Intérêt des biostimulants dans la réduction des fongicides



Les biostimulants sont intégrés dans la famille réglementaire des « Matières Fertilisantes et Supports de Culture » et nécessitent une autorisation de mise sur le marché pour être utilisés. Selon la définition, ces produits stimulent les processus de nutrition des végétaux indépendamment des éléments nutritifs qu'ils contiennent, et permettent d'améliorer une ou plusieurs caractéristiques suivantes des végétaux ou de leur rhizosphère : aspect qualitatif, tolérance aux stress, disponibilité et efficacité d'utilisation des éléments nutritifs, du sol et de la rhizosphère.

En étant ainsi stimulée, une plante va-t-elle mieux se défendre face aux bioagresseurs, et ainsi limiter le recours aux fongicides ? C'est ce que cherchent à démontrer les 12 essais sur épinard et haricot depuis 2020. Cela représente un volume total de 7 produits testés. Dans ces protocoles standardisés, les biostimulants sont appliqués, selon les indications des détenteurs, soit seuls soit en complément d'un programme fongicide bas-intrants (-50%).

Les notations d'anthracnose de l'épinard ou de sclérotiniose sur haricot visent à mettre en évidence, le cas échéant, l'économie de fongicide permise par le recours à la biostimulation.



Les expérimentations seront poursuivies afin d'évaluer l'intérêt de ce type d'association sur différents pathogènes, ainsi qu'en cas de forte pression de maladies, ce qui n'a pas encore été le cas suite aux conditions sèches des dernières années peu favorables aux maladies foliaires.

Anne-Sophie KOUASSI
Cheffe du service Technique



-16%
d'utilisation
d'herbicides
en haricots par
rapport à 2016



**LES LÉGUMIERS
DE DEMAIN**

La démarche de progrès durable de la filière
des légumes en conserve et surgelés

ENJEU

Limiter l'impact des productions légumières sur la santé et l'environnement

NOTRE ENGAGEMENT

Recourir aux intrants agricoles de manière raisonnée

NOTRE OBJECTIF 2027

100 % des parcelles cultivées avec au moins 1 solution alternative aux produits sanitaires issus de la chimie de synthèse

50%



des parcelles de haricots
utilisent du biocontrôle

PRODUIRE DES LÉGUMES RÉPONDANT AUX ATTENTES DES CONSOMMATEURS

Unilet ...

accompagne les professionnels pour répondre au développement de certains débouchés :

AB, Certification Environnementale, ZRP,...

Il s'agit d'expérimenter de nouvelles solutions et d'évaluer la faisabilité, pour les producteurs, de les adopter.

Agriculture biologique

Projet AIDAB : conforter le développement des légumes AB destinés à l'industrie.

Ce projet inscrit au Plan Bio Hauts-de-France en 2019 s'est achevé en 2022 et le bilan a été dressé au cours d'une restitution technique et d'une table ronde à Ablaincourt-Pressoir le 7 février 2023.

Il était important de mener ce travail au plus près du terrain en Hauts-de-France, où les opérateurs du Bio recrutent active-

ment de nouveaux producteurs de légumes verts, qui ont besoin d'être accompagnés techniquement et économiquement.

Le partenariat a permis de réunir des acteurs régionaux aux compétences complémentaires, Bio Hauts-de-France, les Chambres d'Agriculture et UNILET.

Les agriculteurs intéressés par la faisabilité des légumes verts en AB ont eu de nombreuses occasions de rencontres et d'informations, en particulier les expérimentations et démonstrations, qui ont permis à tous, y compris l'équipe UNILET, de se familiariser avec le désherbage mé-

canique des petits pois et les besoins de compléments d'azote organique pour les haricots verts.

10%

c'est la part des essais menés en agriculture biologique ou compatible



Témoignage

Gilles DELANOY
Légumier
Président d'AGORIS

L'adhésion à l'OP permet aussi aux producteurs Bio de défendre leurs intérêts collectivement

Quelle est votre démarche individuelle de production en Bio ?

Ayant une petite exploitation en Bio, j'ai été en mesure de répondre à la demande de pois de notre industriel Ardo à Violaines, quand il a souhaité développer ce segment. L'encadrement de l'OP pour le légume permet une bonne maîtrise technique et une optimisation de la date de semis pour maximiser les chances de réussite de la culture malgré l'absence d'irrigation. La recherche collective permet d'accueillir et rassurer de nouveaux producteurs, moins familiers des légumes.

Comment est ressenti le contexte actuel ?

En quelques années, la conjoncture économique a évolué et les perspectives du Bio se sont assombries du fait de l'inflation qui a impacté le pouvoir d'achat des ménages en 2021 combinée à une inflation du coût de la distribution en 2022. Chez certains distributeurs, les commandes sont en berne et les propositions de surfaces également. Mais la région Hauts-de-France dispose d'atouts pour développer le légume vert, comme en atteste l'implantation récente de nouvelles unités de surgélation.

Comment cela se traduit dans les relations entre producteurs et industriels ?

Le cap est difficile à passer pour tout le monde. Il est important de travailler avec les industriels pour que la rémunération du Bio reste attractive par rapport au conventionnel, car les coûts à l'amont sont aussi plus élevés. C'est le rôle de l'OP de permettre cette négociation.

Fertilisation



Fertilisation des pois et haricot en Agriculture Biologique

En Agriculture Biologique, une fumure organique est souvent indispensable pour assurer les besoins instantanés en azote élevés des pois ou des haricots et compenser la fourniture du sol très irrégulière. Les essais conduits depuis 2020 doivent confirmer l'intérêt de cette fumure organique sur ces cultures et valider « la juste dose » d'apport. Une meilleure connaissance des engrais organiques, de leur emploi et de leur valorisation sur les cultures légumières est également attendues. Différents engrais homologués

AB sont comparés dans les essais afin de voir quelles sont les formulations les plus efficaces, en référence aux engrais de ferme de type fiente de volaille fréquemment utilisés.

D'après les premiers retours d'expérimentation, un apport organique ne s'avère pas justifié avant une culture de pois, du fait de sa faculté à fixer l'azote de l'air grâce à la fixation symbiotique. Il faut cependant veiller à maintenir un bon niveau de fertilité du sol via les fumures d'entretien pour ne pas créer de carence en phosphore et potasse. En haricot, à cause d'une symbiose peu efficace et tardive, ces apports semblent bénéfiques dans la limite d'un équivalent de 40 kg N/ha.



6%
c'est la part des surfaces légumières pour l'industrie cultivées en bio en 2022



LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

La démarche de progrès durable de la filière des légumes en conserve et surgelés

ENJEU

Accompagner les consommateurs vers une meilleure alimentation durable

NOTRE ENGAGEMENT

Soutenir l'identification de produits responsables

NOTRE OBJECTIF 2027

x2 Doubler les volumes d'achat de légumes AB et autres démarches responsables

Sécurité sanitaire

Un nouveau guide d'hygiène illustré

L'UNILET a publié son Guide de Bonnes Pratiques visant à renforcer la sécurité sanitaire des légumes destinés à l'industrie. Réalisé à la demande des professionnels de la filière afin de sensibiliser l'ensemble des opérateurs, il répertorie les situations qui peuvent générer un risque grâce à de nombreuses photos représentatives des problèmes les plus courants.

Les mesures de prévention ciblent principalement le risque d'incorporation de corps étrangers dans les récoltes.



Télécharger le guide



À date

En 2021, année de référence pour le suivi de cet indicateur, la part du bio dans les achats représentait :

- 4% pour les légumes en conserve
- 7% pour les légumes surgelés

SOUTENIR LA FILIÈRE ET RENFORCER LE DIALOGUE AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Unilet ...

dialogue avec les pouvoirs publics afin de nourrir des politiques plus adaptées et d'accompagner la filière sur la voie d'un progrès durable, en accord avec la société et les consommateurs.

Plan de souveraineté fruits et légumes

UNILET soutient une stratégie ambitieuse pour une filière pérenne, durable et souveraine

UNILET a collaboré activement avec le Ministère de l'agriculture et les autres représentants des filières Fruits et Légumes pour développer un plan de souveraineté visant à inverser la perte d'autonomie nationale sur le secteur. Aux origines de ce plan, une réelle prise de conscience de la grande fragilité de nos filières Fruits et Légumes dans le paysage agricole français. Elle s'est accentuée avec la crise Covid et la guerre en Ukraine, avec les hausses brutales des coûts de l'énergie et de nombreuses matières premières. L'instabilité mondiale croissante change aussi la donne géopolitique : la souveraineté des activités essentielles à la nation est désormais au cœur des préoccupations politiques.

Au centre des discussions : la trop grande fragilisation des itinéraires de culture (en lien avec la disparition accélérée de produits phytosanitaires, les impacts déjà sensibles du changement climatique,



l'accès à l'eau...], la perte de compétitivité amont et aval, les besoins croissants en investissements pour accompagner les acteurs dans les transitions agroécologiques et climatiques, ainsi que la baisse de consommation de fruits et légumes en France (et en particulier de légumes).

Le plan repose sur quatre axes : protection des cultures, compétitivité, investissements et innovation, recherche et formation, et dynamisation de la consommation. L'objectif est de reconquérir 5 points de souveraineté d'ici 2030 et d'inciter 2/3 des Français à consommer 5 fruits et légumes par jour.

Un budget de 200 millions d'euros annuels dès 2023 permet une mise en œuvre rapide. Cela représente une première étape pour un plan qui a vocation à devenir pluriannuel.

UNILET salue l'ambition du plan qui soutient le renforcement des capacités productives tout en répondant aux enjeux écologiques et climatiques. De véritables avancées ont émergé de cette concertation et l'interprofession perçoit une réelle progression dans la compréhension des enjeux auxquels notre filière doit répondre. Les professionnels de la filière légumes en conserve et surgelés restent vigilants quant à la prise en compte de leurs spécificités dans le déploiement du plan. Cyrille AUGUSTE, Président d'UNILET, souligne l'investissement des acteurs de la filière pour une filière pérenne et durable, incarnée au travers de la démarche *les Légumiers de demain*, et appelle à une mise en œuvre opérationnelle de la volonté gouvernementale.

Ambitions du plan

+ 5 points de souveraineté à 2030 (+ 10 à 2035)

2/3 des consommateurs atteignant la recommandation du PNNS (5 fruits et légumes par jour) contre 1/3 aujourd'hui



Télécharger le diagnostic et les positions stratégiques UNILET portées à la contribution de ce plan

Santé des végétaux

Échange DGAL – UNILET : au plus près des réalités du terrain

Durant l'été 2022, Emmanuel Koen, sous-directeur de la santé et de la protection des végétaux ainsi qu'une partie de ses collaborateurs du Ministère de l'agriculture dédiée à la protection des végétaux se sont rendus dans les Hauts-de-France pour échanger avec les représentants de la filière, Jean-Claude Orhan et Éric Legras, et découvrir son organisation, ses spécificités et ses enjeux. Ces échanges, conduits des champs jusqu'à l'usine, ont permis d'exposer les contraintes et difficultés de notre secteur, mais aussi son travail et sa dynamique sur la recherche d'alternatives aux produits phytosanitaires.

Au cours des visites reprenant le parcours complet des légumes, de nombreux sujets ont pu être abordés. Le besoin de moyens de protection des cultures en soulignant la diversité des espèces légumières et la



multiplicité des problématiques à travailler par rapport à la dimension économique de la filière. À titre de comparaison, les grandes cultures comptent 280 usages (couple culture/ bioagresseur) pour un chiffre d'affaires agricole de 750 millions d'euros, tandis que les légumes d'industrie totalisent 190 usages pour un chiffre d'affaires de 12,5 millions d'euros, soit 40 fois moins par usage.

Les légumes ont des contraintes qualitatives fortes et des critères d'homologations spécifiques (résidus, efficacité). Les besoins de recherche sont donc considérables. Or les firmes de l'agrofourmiture n'intègrent que partiellement les légumes dans leur stratégie et la recherche pu-

blique se démobilise actuellement de ces petites cultures présentant trop peu de perspectives d'impact pour les mêmes efforts à investir qu'une « grande » culture.

Aux risques d'impasses techniques, s'ajoute l'impact du changement climatique, qui pèse de plus en plus, à l'image de la campagne 2022 frappée par la sécheresse et les difficultés d'accès à l'eau.

Cette journée a donc permis de travailler à une meilleure écoute et un dialogue éclairé avec l'État. Un grand merci aux représentants professionnels et aux équipes de Bonduelle, de l'OPLvert, du Cénaldi et de l'Unilet qui se sont mobilisés pour qu'elle soit conviviale et constructive.

Législatives

Un manifeste pour appeler au soutien des nouveaux députés et sénateurs

Suite aux élections législatives et face au contexte sans précédent dans lequel se trouve la filière, les professionnels ont décidé de s'adresser directement aux députés et sénateurs nouvellement élus.

L'objectif : leur faire part des actions qui devraient être mises en œuvre de toute urgence pour soutenir la production légumière française et assurer son avenir. Cette initiative a pris la forme d'un manifeste détaillant 8 mesures prioritaires.



Nous devons accélérer la recherche de solutions et adapter les pratiques au fur et à mesure, et savoir qu'on ne gardera pas toutes les molécules. Pour autant, toutes les substances actives menacées ne devraient pas disparaître. Par exemple, il serait techniquement très difficile d'envisager de se passer de 80 % des herbicides en seulement 2 ou 3 ans. Et dans tous les cas, il faudra tenir compte des solutions dont disposent nos voisins européens.

Mickaël LEGRAND
Chef de projet

Protection des cultures durable et efficace



EXPLIQUER ET PROMOUVOIR LA FILIÈRE DU CHAMP À L'ASSIETTE

Voyage de presse

Opération « portes ouvertes » dans les Hauts-de-France

Dans le cadre de son programme de communication institutionnelle, UNILET a organisé un voyage de presse dans la région Hauts-de-France début septembre 2022.

L'objectif de cette journée était de faire découvrir aux journalistes la filière, des champs à l'usine, et ainsi leur donner l'occasion de mieux connaître ses spécificités, ses ambitions et ses difficultés. Ce rendez-vous avec la presse s'est articulé autour de 3 visites.

1. La plateforme d'expérimentation UNILET

Cette première étape visait à présenter les actions de recherche menées par l'interprofession sur la plateforme d'essais - expérimentations d'Arvillers (80). Elle

a permis de souligner l'investissement de la filière pour expérimenter de nouvelles solutions, établir des références et développer des techniques innovantes.

2. Un chantier de récolte de haricot

Une seconde visite dans un champ de haricot a permis de montrer aux journalistes comment s'opère la récolte mécanique et ainsi faire de la pédagogie sur les spécificités des cultures légumières pour l'industrie : une production de plein champ, dédiée et très organisée pour alimenter en continu les usines. Les professionnels ont aussi pris le temps d'expliquer aux médias les enjeux agricoles de la filière et les impacts du changement climatique sur ces cultures saisonnières, particulièrement démonstratifs en 2022 en raison de la sécheresse historique qui a pénalisé de nombreux légumes.

3. Le site de transformation de Bonduelle à Estrées-Mons

Dernière étape de la journée : le site de transformation d'Estrées-Mons, qui a l'avantage de réunir 2 ateliers pour faire découvrir aux journalistes chaque procédé de conservation.

Au cours de cette visite, les professionnels de l'aval ont également rappelé la conjoncture économique à laquelle la filière fait face : hausse spectaculaire des coûts de



production et désaffectation d'agriculteurs au profit de cultures plus rentables.

Grâce à la participation de 18 journalistes issus de la presse nationale et régionale, cette action a généré plus de 35 articles et reportages, en grande majorité via des médias généralistes, avec plusieurs passages à la télévision et des publications dans la presse régionale.



Cet évènement vient confirmer l'intérêt des médias pour la filière et la conforte dans sa volonté de prendre la parole et de bâtir une relation régulière avec les acteurs de la presse afin de partager les sujets qui la concerne.

Christophe BASILE
Vice-président UNILET

40

Retombées presse





Conférence de presse

En amont de choix politiques décisifs, la filière s'adresse aux médias et aux pouvoirs publics

Le 9 février 2023, UNILET tenait une conférence de presse titrée Une filière engagée mais menacée, les *Légumiers de demain* se mobilisent ! À quelques semaines du Salon de l'agriculture, cette prise de parole a eu pour objectif de croiser les actualités de la filière avec le calendrier politique, à savoir l'annonce du plan de souveraineté fruits et légumes par le Ministre Marc Fesneau.

Devant les journalistes, les porte-paroles de la filière ont expliqué le paradoxe de leur situation. Chiffres à l'appui, ils ont

rappelé que les légumes en conserve et surgelés sont des produits qui répondent pleinement aux attentes des Français. Pour autant, les acteurs du secteur font face à des difficultés historiques : flambée des coûts de production, vulnérabilité des cultures légumières au changement climatique, désorganisation des ateliers industriels et désaffection récente des agriculteurs, attirés par des cultures plus rentables ou découragés par la fragilisation des moyens de production. Des difficultés qui s'ajoutent à un contexte d'érosion progressive de compétitivité, comme en témoigne l'évolution négative depuis 20 ans de la balance commerciale des légumes transformés.

Déterminés à contrer cette situation de plus en plus fragile, les élus ont mis en avant la forte mobilisation de la filière qui

70

Retombées presse



s'est engagée dans la démarche collective Les légumes de demain, dans une optique de durabilité. Ce socle commun, à la fois ambitieux et porteur de sens, doit permettre de fédérer l'ensemble de la filière et les parties prenantes clés, pour réfléchir ensemble sur son avenir et sur le devenir de nos assiettes. Les porte-paroles ont également informé la presse de la contribution active de l'UNILET au projet de Plan de Souveraineté Alimentaire initié par le Gouvernement, en rappelant les objectifs à atteindre pour la filière et ses positions vis-à-vis de ce plan.

Communication digitale

Un début prometteur sur les réseaux sociaux

UNILET a démarré en 2022 sa communication sur les réseaux sociaux avec l'animation de ses comptes LinkedIn et Twitter en vue d'améliorer sa visibilité et de créer une communauté autour des légumes en conserve et surgelés. Plusieurs objectifs complémentaires : relayer les actualités de la filière et valoriser les travaux de l'interprofession ou encore publier ses offres d'emploi. Cette année, ces outils digitaux ont notamment permis de communiquer sur le lancement des *Légumiers de demain*. Les témoi-

gnages vidéo « La parole aux Légumiers » ont généré le plus d'engagements et ont largement contribué à faire connaître la démarche.



130

publications digitales



12 500 visiteurs



860 abonnés



Abonnez-vous

AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES MARCHÉS ET DES CONSOMMATEURS

Unilet ...

collecte, analyse, et partage les données de la filière des légumes en conserve et surgelés. Elle produit également des études stratégiques et économiques pour éclairer les décisions des entreprises et des pouvoirs publics.

Statistiques

Définir et mesurer la souveraineté alimentaire de la filière

Dans le cadre du plan de souveraineté fruits et légumes, UNILET a remis au Ministre sa contribution qui s'appuie sur un diagnostic chiffré de la filière, élaboré spécifiquement pour cette consultation. Un nouvel indicateur a été construit pour mesurer ce concept : le taux d'auto-apvisionnement. Il représente la part de la consommation qui est couverte par de la production domestique. Exprimée en volume, la production concerne la production agricole et la transformation.

Taux d'auto-apvisionnement⁽¹⁾ des légumes en conserve et surgelés

40%

c'est la part de la production et de la transformation nationales dans la consommation française

(1) taux calculé sur une moyenne 2017-2021
Source : TradeDataMonitor / Kantar / Gira Foodservice

PRODUIRE DES ANALYSES ET PUBLICATIONS PERTINENTES

1 Bilan économique : production, transformation, consommation en France et échanges internationaux

4 publications des indicateurs interprofessionnels conformément à la loi EGALim

2 notes de conjoncture pour suivre les hausses de coûts de production

2 webinaires pour comprendre l'évolution des achats des ménages et de la restauration

2 analyses sur l'étiquetage : Nutri-Score des légumes surgelés et poids du logo Fruits et légumes de France en GMS

1 diagnostic sur la souveraineté alimentaire de la filière pour introduire la réponse à la consultation du ministère

1 présentation filière du secteur bio à l'échelle nationale et régionale pour les 3^e rencontres des grandes cultures Bio en Hauts-de-France

Accord interprofessionnel : relations contractuelles

Pauline BOURCIER
Responsable des études économiques
Chargée de mission Communication



Ce guide a été retravaillé avec une approche didactique pour accompagner chaque opérateur de la filière dans la mise en œuvre de la loi EGALim 2

Les acteurs de la filière conviennent de la nécessité d'encadrer les relations agro-industrielles dans un cadre interprofessionnel à travers un guide des bonnes pratiques contractuelles.

Publié en septembre 2022, ce guide définit les conditions contractuelles d'approvisionnement des usines en légumes frais destinés à la transformation.

L'objectif est de traduire dans les contrats l'esprit des lois EGALim avec la construction du prix en « marche avant ».



Télécharger le guide

Étiquetage



Analyse du Nutri-Score des légumes surgelés

Dans le cadre de la démarche RSE *Les Légumiers de demain*, les professionnels de la filière se sont engagés à proposer des produits qui contribuent à une alimentation saine et équilibrée pour répondre à un enjeu de santé publique majeur : la nutrition. En France, près de la moitié des adultes et 17% des enfants sont en surpoids ou obèses. Grâce à leurs apports nutritionnels riches en vitamines, minéraux et fibres, les légumes jouent un rôle protecteur dans la prévention de maladies comme l'obésité mais aussi les cancers, les maladies cardiovasculaires ou le diabète.

Pour évaluer les qualités nutritionnelles des légumes en conserve et surgelés, le Nutri-Score a été retenu comme indicateur pertinent. La filière s'est fixé comme objectif que 80% des produits consommés soient notés A ou B d'ici 2027.

Le système d'étiquetage du Nutri-Score a été développé pour faciliter la compréhension des informations nutritionnelles. Ce dispositif a une double vocation : inciter les consommateurs à orienter leurs achats vers des produits plus sains et encourager les industriels à proposer des recettes au meilleur profil nutritionnel.

Depuis sa mise en place en 2017 en France, l'affichage du Nutri-Score est une démarche volontaire et on recense 875 entreprises de l'agroalimentaire engagées dans ce dispositif, ce qui représente plus de la moitié des volumes de vente (57%).

La notoriété du Nutri-Score a progressé rapidement chez les consommateurs avec 95% des adultes ayant déjà vu ou entendu parler du logo. Pour 2/3 des Français, cet étiquetage les influence dans leur choix de produits alimentaires.

Unilet a confié la réalisation d'une analyse spécifique sur les légumes surgelés au CRÉDOC qui dispose de données de consommation alimentaire en France, grâce à son enquête CCAF 2019, et peut ainsi calculer le Nutri-Score de ces produits. Les résultats de l'étude confirment le très bon score des légumes surgelés avec 84% de légumes consommés notés A, 14% sont Nutri-Score B et seulement 2% ont une note C. Tous les mono-légumes et les légumes en mélange sont Nutri-Score A. Seuls les légumes cuisinés présentent des produits Nutri-Score C.

Cette étude vient conforter l'engagement de filière de faciliter la compréhension des qualités nutritionnelles des légumes en conserve et surgelés pour favoriser une alimentation saine et équilibrée.



LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

La démarche de progrès durable de la filière des légumes en conserve et surgelés

ENJEU

La nutrition : un enjeu majeur de santé publique

NOTRE ENGAGEMENT

Contribuer à une alimentation saine & équilibrée

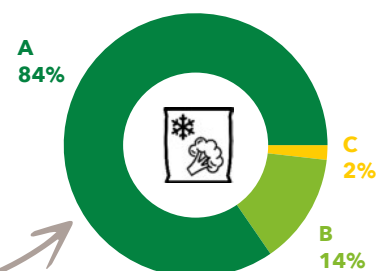
NOTRE OBJECTIF 2027

80 % de produits consommés notés A ou B au Nutri-Score

Avec un Nutri-Score moyen A, l'atout nutritionnel des légumes surgelés est indéniable



Nutri-Score des légumes surgelés, pondéré par la consommation :



LES PARTENAIRES

Financiers



AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE



AGENCE DE L'EAU
SEINE-NORMANDIE



AGPM
(Association Générale
des Producteurs de Maïs)



CASDAR
(Compte d'affectation
spéciale développement
agricole et rural)



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BRETAGNE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
HAUTS-DE-FRANCE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
NOUVELLE-AQUITAINE



FEADER
(Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural)



FIAC
(Fédération des Industries
Alimentaires Conservées)



FRANCE AGRIMER



OFFICE FRANÇAIS DE
LA BIODIVERSITÉ
ECOPHYTO



UOPLI
(Union des Organisations de
Producteurs de Légumes de
l'Industrie Région Bretagne)

DANS LES PROGRAMMES :

AIDAB LEGUMES - ALTERCAROT - BSV - DESINE - GAROTOX - MINIPEST - ORION - PNDAR - RACAM - RES'EAU



Associés



PROGRAMME RACAM :





FILIÈRE DES LÉGUMES EN CONSERVE ET SURGELÉS

LES LÉGUMIERS DE DEMAIN

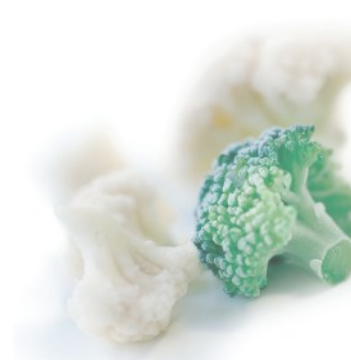
La démarche de progrès durable de la filière
des légumes en conserve et surgelés

A propos d'Unilet :

UNILET est l'interprofession française des légumes en conserve et surgelés, membre de l'ANIFELT en tant que section spécialisée.

Elle rassemble les organisations de producteurs de légumes, représentés par l'AOP Cénaldi (association d'organisations de producteurs), et les industriels, représentés par le groupe légumes de la Fédération française des Industries d'Aliments Conservés.

L'interprofession accompagne la filière pour l'évolution durable et responsable de ses productions, le maintien de sa compétitivité et la valorisation de ses pratiques et produits. Elle est l'interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics.



Paris

44, rue d'Alésia - TSA 21443
75158 PARIS Cedex 14

Tél : 01.53.91.45.45
contact@unilet.fr

Hauts-de-France

45, avenue Paul Claudel
80480 DURY

Tél : 03.22.45.41.09
dury@unilet.fr

Nouvelle-Aquitaine

Rue de l'Alliance
40160 YCHOUX

Tél : 05.58.82.82.85
ychoux@unilet.fr

Bretagne

6, rue Jean-Marie Le Gall - BP 35
29393 QUIMPERLE Cedex

Tél : 02.98.39.33.24
quimperle@unilet.fr

uniLet
Interprofession
des légumes
en conserve
& surgelés